

Développement industriel : faire entrer les citoyens dans le jeu

Mi-novembre, deux événements ont mis en débat « l'acceptabilité de l'industrie » par les populations : les 50 ans du Secrétariat Permanent pour la Prévention des Pollutions Industrielles (SPPPI) à Aix-en-Provence et le salon Petrochymia, à Martigues.



Par Jean-Christophe Barla

29 novembre 2022 à 14h00

Face aux inquiétudes des citoyens, les modèles actuels de concertation ne suffisent plus à éviter les tensions et oppositions. Notre région se veut pilote pour expérimenter d'autres approches.

Voulons-nous encore d'un tissu industriel dans notre région ? La question peut paraître absurde, tant il pourvoit à la vitalité économique. En Provence-Alpes-Côte d'Azur, l'industrie représente 183 419 emplois directs et 265 958 emplois en dépendent indirectement. En 2021, elle a investi 5,2 milliards d'euros. Elle affichait début 2022 l'intention de recruter plus de 16 200 salariés et pesait 10,7 % de la valeur ajoutée de la région. Désindustrialiser serait donc catastrophique pour l'avenir du territoire et l'insertion professionnelle des jeunes générations. Et pourtant... **À chaque nouveau grand projet industriel qui songe à s'implanter en Provence, émerge des questionnements**, des inquiétudes et de plus en plus des oppositions radicales pour qu'ils ne se concrétisent jamais.

Hy2Gen achève ses réunions publiques dans une ambiance brûlante

Achevée le 21 novembre 2022, la concertation publique sur Hynovera d'Hy2Gen (production de carburants renouvelables à partir de biomasse et d'hydrogène vert) vient encore de le démontrer. Bien que vecteur de transition énergétique et soumis au public très en amont par l'industriel lui-même, cet investissement de 460 M€ pour la reconversion de la centrale charbon de Gardanne/Meyreuil soulève la colère des riverains. **L'industrie n'a plus la cote**, même si la crise COVID a démontré les effets négatifs de son recul en France. Et qu'il **faudra de l'innovation industrielle pour réussir la mutation moins impactante pour l'environnement et la santé** que réclament les citoyens...

Comment donc trouver un équilibre et bâtir une pédagogie sur tous ces enjeux ?

Rompue depuis 50 ans à ces échanges et initiateur en 2019 du dispositif "Réponses" de dialogue sur la qualité de l'air sur le pourtour de l'étang de Berre, le Secrétariat Permanent pour la Prévention des Pollutions Industrielles (SPPPI) a livré quelques pistes à Aix-en-Provence, le 18 novembre, en conviant des représentants de l'industrie, des syndicats, de l'État, des associations, qui participent à ses travaux. Et les 23 et 24 novembre, au salon Petrochymia, le Groupement Maritime et Industriel de Fos (GMIF) a remis le sujet en débat, en dévoilant sa volonté, aux côtés du sous-préfet d'Istres, Régis Passerieux, d'**expérimenter une approche complémentaire** avec le Laboratoire territorial Fos-Berre.

Des fondations prometteuses pour bâtir

« Aujourd'hui, il faut prendre la concertation avec les citoyens à bras-le-corps, nous ne reviendrons plus en arrière, d'autant plus que la contestation peut être amplifiée par le relais des réseaux sociaux. Il ne faut pas avoir peur du débat » indique Vincent Le Roux du cabinet conseil Vae Solis Communications, qui a contribué à organiser la Convention Citoyenne pour le Climat. Le SPPPI en atteste avec « Réponses », **le dialogue instauré ayant débouché sur l'engagement d'un programme de 120 actions** que se partagent les différents collèges, sous l'œil vigilant des associations et d'un panel citoyen. S'il n'est pas facile de conserver tout le monde dans le processus, ni d'aller chercher des habitants « lambda » pour les inviter à s'exprimer, l'initiative, unique en France et récompensée nationalement, aide à progresser dans la confiance. *« On n'arrive pas à tout faire, mais au moins, on avance »* indique Jean-Philippe Murru (CGT PACA) pour qui la collégialité a été un vrai levier de changement lorsque l'État a « lâché la bride » du SPPPI.

Le SPPPI pourrait encore s'améliorer, notamment en étendant son périmètre géographique, trop ciblé sur Fos-Berre, ses membres le souhaitent. Ses moyens financiers et humains pourraient être aussi renforcés. Qu'il s'implique dans les réflexions et les concertations sur un meilleur équilibre entre développement économique, environnement et santé, paraît donc quasiment incontournable aux yeux de Gérard Ferréol (Environnement Industrie) : *« Si l'on ne peut plus faire d'implantation industrielle, autant tout délocaliser en Chine ! »*, glisse-t-il ironiquement, pour montrer le besoin d'une approche plus globale.

Réapprendre à construire des compromis

Le **Laboratoire territorial de l'industrie Fos-Berre** appelé à fonctionner à partir de mars 2023 **vis** **cette ambition collective** et le SPPPI y sera associé, comme un « caucus citoyen », et tous les acteurs qui voudront s'impliquer. L'idée est née d'une sollicitation du Groupement Maritime et Industriel de Fos (GMIF) auprès du sous-préfet d'Istres pour chercher les moyens de définir une vision pour le territoire qui soit partagée et appropriée par tous, population incluse. « *La méthodologie de Réponses est imaginable sur l'acceptabilité de l'industrie, confie Jean-Michel Diaz, président du GMIF. Nous pouvons discuter et co-construire ensemble le paysage industriel de demain et les conditions de soutenabilité des projets* ». Pour Ginette Vastel, vice-présidente de France Nature Environnement, tout dépend ce qu'on met sous la notion d'acceptabilité sociale. « *Les gens la rejettent parce qu'ils pensent qu'on veut leur faire accepter le projet, quoi qu'il arrive* ».

Marc Bayard, président d'Environnement Industrie, engagé sur le SPPPI et Réponses, s'avoue convaincu qu'**il est possible de redonner toute sa valeur au mot "compromis" entre toutes les parties**. « *L'intérêt collectif n'est pas la somme des intérêts individuels, un compromis fera toujours des insatisfaits. Par le passé, le développement industriel était prioritaire sur l'environnement, la santé... Aujourd'hui, on peut travailler sur un juste équilibre où aucun ne s'opère au détriment des autres* ». Chargé de piloter ce laboratoire, Régis Passerieux n'entend éluder aucun sujet pour « *construire une culture commune de l'industrie* ». Pour lui, la démarche doit aboutir à préparer « *tous ensemble, martèle-t-il, non pas un, mais des scénarios de développement et une ligne d'horizon claire à 20/30 ans que la population s'approprie parce que le projet aura du sens pour le territoire* ». Il ose même rêver à « *des projets souhaitables et désirés* » qui rendraient **la réindustrialisation possible de la France**. Pour Bruno Roche, directeur d'Economics of Mutuality, il n'y a pas le choix, de toute manière. « *Nous sommes passés d'une économie de rapports de forces à une économie de rapports de réciprocité. C'est un modèle de création de valeur insoupçonné* »...